



SYLVERE LOTRINGER

Entretien avec Félix Guattari

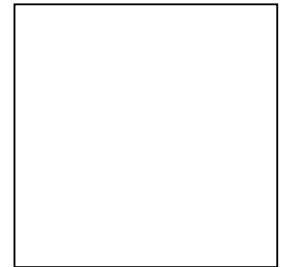
Ce texte reproduit une interview de Félix Guattari réalisée par Sylvère Lotringer durant l'hiver 1982, publiée dans Impulse sous le titre « The New Alliance ».

Sylvère Lotringer est professeur à l'université de Columbia, New-York; rédacteur en chef de la revue Semiotext(e) ; directeur, avec Jim Fleming, de la collection « Foreign Agents Series », Semiotext(e) Inc., New-York.

D'origine française, l'auteur est l'un des premiers intellectuels américains à avoir introduit la « pensée française » aux Etats-Unis, non sans difficultés.

« Schizo-Culture », colloque – si l'on peut dire – tenu sous l'égide de la vénérable université de Columbia, en octobre 1975, et dont il fut le producteur au sens fort du terme, a laissé un souvenir mémorable. Le public, venu des quatre coins du continent, encore dans la turbulence des années 60, prit autant part aux débats que les orateurs : il a interrompu la prestation de Guattari, congédié puis rappelé le traducteur de Lyotard ; il s'est battu pour franchir le seuil de la très petite salle où Foucault avait choisi de parler, et là les féministes ont accusé ce dernier de machisme ; enfin le dîner de gala n'a pas eu lieu. « Schizo-Culture » fut un événement schizo culturel.

Semiotext(e) (vol. III, n° 2, 1978) a calmement publié l'ensemble des contributions.



Cet entretien a été publié en hiver 1982 dans Impulse, sous le titre : « La nouvelle alliance ».

A. M.

Sylvère Lotringer : On parle beaucoup en France, aujourd'hui, de la « fin du politique » de la « fin du social ». De toute évidence, le social ne s'est pas évaporé et le politique continue chaque jour à produire ses effets. Du moins perçoit-on une désaffection croissante envers ce qui constituait jusqu'à présent l'enjeu politique et idéologique par excellence : l'opposition entre les blocs capitaliste et socialiste. L'antagonisme est de nouveau en train de se durcir, mais il devient de plus en plus clair pour un grand nombre de gens que la politique, du moins celle qui est porteuse d'avenir, ne se joue plus à ce niveau-là. A quel niveau se joue-t-elle donc, et comment peut-on actuellement redéfinir l'action politique au moment où se confirment le déclin du marxisme comme instrument d'analyse et la faillite du socialisme réel, tel qu'il a été implanté dans les pays de l'Est, par rapport à ce que certains continuent d'appeler, avec beaucoup d'optimisme peut-être, le « socialisme possible » ?

Félix Guattari : Je n'ai jamais pris au sérieux l'idée que l'on aurait maintenant dépassé le marxisme et que l'on serait sur le point d'entrer dans une nouvelle ère politique. Je n'ai jamais considéré les idées, les théories, les idéologies comme autre chose que des instruments, des outils. D'où cette expression, qui a eu un certain succès puisqu'elle a été ensuite reprise par Michel Foucault, que les idées et les concepts faisaient partie d'une « boîte à outils ». Les outils, on peut en changer, en emprunter, en voler, en détourner... Qu'est-ce que cela veut dire, la fin du marxisme ? Mais rien du tout. Cela veut dire que certains outils marxistes ne fonctionnent plus, d'autres sont à revoir, d'autres continuent à être tout à fait valables et ce serait stupide de les remettre en question. D'autant que certaines remises en question incluent un réexamen des théories de Newton. On ne peut pas dire que le newtonisme soit totalement mort. Il y a donc pour moi un « rhizome » d'instruments : certaines branches du rhizome crèvent, des petites pousses se mettent à proliférer, etc. Pour moi, le marxisme en général, cela n'a jamais existé. J'ai quelquefois emprunté ou détourné quelques concepts marxistes qui m'étaient utiles. J'aime d'ailleurs beaucoup la lecture de Marx. C'est un grand écrivain. En tant qu'auteur, il est indépassable.

La révolution moléculaire

S. L. : Et le politique, est-ce que cela peut se dépasser ?

F. G. : Pour moi, la politique n'a jamais été la politique « politicienne ». Donc une certaine faillite de la politique politicienne ne gêne en rien ce que j'avais essayé de désigner sous le concept de « micropolitique ». Simplement la politique, la véritable politique que j'ai essayé d'englober dans l'expression « révolution moléculaire », et qui concerne le rapport des grands groupes sociaux à leur environnement, à leur mode de fonctionnement économique, mais aussi les attitudes qui traversent la vie individuelle, familiale, la vie inconsciente, la vie artistique, etc., la politique, c'est certain, ne s'inscrit plus sur les mêmes surfaces.

S. L. : L'ère « post-politique », ce n'est donc pas la fin du politique, mais son inscription sur de nouvelles surfaces.

F. G. : Cela ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a plus de Politique. De même quand Jean Baudrillard dit qu'il y a implosion du social, je ne comprends pas même de quoi il veut parler. Simplement le social ne s'exprime plus dans un certain type de rapport de force au sens habituel.

S. L. : Les rapports de force ne se définissent plus simplement en termes de gauche et de droite, ou de lutte pour le pouvoir entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie...

F. G. : Ne parlons même plus du mouvement ouvrier ! La situation est devenue beaucoup trop complexe pour l'envisager en ces termes. Nous avons maintenant affaire à des masses immenses de gens qui échappent totalement à la définition d'une classe ouvrière. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a plus de rapports de force, mais les puissances d'Etat, le capitalisme, la bureaucratie, ne maîtrisent plus la situation. Nous nous trouvons actuellement dans une phase d'effervescence considérable, qu'on pourrait appeler pré-révolutionnaire, mais qui relève selon moi d'une révolution moléculaire où tendanciellement plus personne ne réussit à contrôler quoi que ce soit. Prenons comme exemple la période de la fin de l'Ancien Régime en France et en Europe. Il est très difficile de saisir les traits communs à cette situation. Cela ne s'est pas

joué seulement au moment de la prise de la Bastille. L'Ancien Régime était, depuis plusieurs décennies, une société en voie d'effondrement total. Cela voulait dire qu'un certain rapport à la loi, à la religion, au corps, à la filiation, à la famille, au travail, au temps, à la littérature, tout cela bougeait, changeait, craquait de tous les côtés. Et il a fallu pas mal de temps aux bourgeoisies pour se ressaisir et pour redéfinir ce que pourraient être leurs reterritorisations. Il a fallu d'ailleurs encore plus de temps au mouvement ouvrier pour trouver quelque chose qui lui permette de faire front et de s'instaurer dans un rapport de force.

Des flashes

S. L. : Maintenant que les rapports de classe bipolaires, et avec eux tout un pan de l'analyse marxiste, ont cessé d'être opératoires, comment peut-on faire pour reconnaître les formes que prend cette « révolution moléculaire » à l'œuvre dans notre société ?

F. G. : Je mettrai en premier l'aspect idéologique. Il faut cesser de prétendre qu'il n'y a plus de social, qu'il n'y a plus rien et que tout le monde s'en fout. Il faut tout de même essayer de reconnaître la nature des phénomènes auxquels nous avons affaire, essayer de recentrer le niveau politique là où il s'est molécularisé, là où il est devenu pulvérulent, difficile à saisir, à sémiotiser. Deuxièmement, il faudrait mettre en cause tous les prétendus instruments politiques dont nous disposons, et cela aussi bien d'ailleurs du côté des forces du capitalisme mondial que des forces de contestation, à gauche, qui cherchent à établir un autre type de société ou de finalité de la vie sur la terre. Troisièmement, il faudrait essayer de saisir tout ce qui apparaît comme étant déjà l'amorce de quelque chose d'autre : des phénomènes de boule de neige, des aperçus qui aussitôt se cassent la gueule, comme mai-1968 en France. Comme personne actuellement ne dispose d'une machine de guerre révolutionnaire, de quelque chose qui permette d'avoir prise sur la réalité, alors la subjectivité collective, elle est comme sous LSD : de temps en temps elle a des « flashes ». Elle voit des choses, et puis cela s'arrête. Il y a eu le mouvement « autonomiste » en Italie. Aujourd'hui il y a une vision

collective de menace de guerre sur l'Europe, de dévastation. Et puis il y a eu la Pologne – et on passe à autre chose. Mais cela va revenir. Tous ces flashes ne veulent pas dire du tout qu'il y a une incohérence totale dans cette subjectivité, simplement qu'il y a un effort de saisie de perception de quelque chose qui n'est pas du tout enregistré, inscrit, discernabilisé. Or, pour moi, ces mouvements qui, en Europe, se sont exprimés à travers le pacifisme, vont s'exprimer – et ce sont les mêmes – à travers le mouvement écologique, à travers les mouvements régionalistes, à travers X composantes de ce que j'ai appelé la révolution moléculaire. Ce que j'entends par là, ce n'est certainement pas le culte du spontané, c'est d'essayer de ne pas manquer tout ce qui va dans le sens de la reconstruction d'un nouveau type de lutte, d'un nouveau type de société.

Le « flash Italie »

S. L. : Qu'est-ce que cela a été l'expérience italienne en tant que flash ?

F. G. : L'expérience italienne est liée au fait que la structure de pouvoir en Italie était très retardataire par rapport à celle des autres pays européens. L'intégration économique étant devenue tellement marquée aux plans européen et mondial, le décalage s'est fait de plus en plus éclatant avec l'absence de politique économique de l'Etat, avec le régime de concussion incroyable de la société italienne et avec les secteurs de l'économie marginale, qui n'est pas si marginale que cela parce qu'elle joue au contraire un rôle considérable dans le mécanisme économique, y compris dans l'établissement de la balance commerciale italienne. C'est donc une sorte de « société sans Etat », pour reprendre la formule de Pierre Clastres, qui s'est instaurée au sein de structures par ailleurs étroitement contrôlées du point de vue du pouvoir d'Etat. Là-dessus, à la différence des autres pays européens où la gauche s'est effritée ou effondrée par étapes successives depuis la dernière guerre mondiale, l'Italie a maintenu un rapport de force très puissant en faveur de la gauche – gauche totalement incapable par ailleurs d'être autre chose que le complice adjacent de la Démocratie chrétienne.

Parallèlement l'Italie a connu une effervescence intellectuelle sans précédent. Il s'y est effectué un travail collectif immense de publications, de traductions qui fait actuellement des Italiens les gens sur la terre qui pensent le plus. Il faudrait des décennies pour que l'on commence à s'apercevoir que le siècle des Lumières, pour nous, ce n'est pas en France, aux Etats-Unis ou en Allemagne qu'il se passe aujourd'hui, mais en Italie. Et ces gens-là ont eu un double registre d'intelligence, à la fois théorique et pratique, qui consistait à essayer de saisir quels sont les traits de mutation qui apparaissent dans cette société. Au lieu de voir la situation italienne de façon négative, comme une arriération, comme un manque à corriger dans le courant d'une modernisation, d'une intégration dans les techniques industrielles de pointe, il y a eu l'idée qu'au fond ce qui apparaissait comme manque était peut-être un des futurs traits positifs de la situation. Après tout, pourquoi ne pas considérer qu'un certain type de discipline du travail, de répartition entre le travail et le loisir, entre travail intellectuel et travail manuel, etc., était devenu caduc ? Pourquoi ne pas envisager un autre mode de valorisation qu'ils ont appelé auto-valorisation ? Du coup, ils se sont heurtés de plein fouet à toutes les forces conservatrices, à commencer par la plus conservatrice de toutes, qui est le Parti communiste italien.

S. L. : L'expérience autonomiste a été rapidement sabordée par la surenchère dogmatique des mouvements armés. L'Etat italien a eu beau jeu d'écraser l'Autonomia en l'accusant, contre toute évidence, d'avoir été la « tête pensante » des Brigades rouges.

F. G. : Les schémas de lutte armée ont eu un effet catastrophique sur le mouvement parce qu'ils ont fourni au pouvoir un prétexte rêvé pour éliminer des structures de masse aux contours relativement flous, qui constituaient des sortes de colonies internes capables de survivre en pratiquant des modes de résistance passifs-actifs, tels les autoréductions.

S. L. : Le « flash autonomiste » pourra-t-il, d'après toi, resurgir ailleurs ?

F. G. : Cela resurgira forcément car la redéfinition des enjeux politiques ne se pose pas seulement au sein des pays capita-

listes développés, mais partout. En France, nous en avons déjà tiré de petits bénéfices : notre lutte pour les radios libres s'est directement inspirée de l'expérience italienne ; des dirigeants syndicaux en France ont, grâce à elle, commencé à s'apercevoir qu'un certain type de revendication ne correspondait plus aux luttes présentes... Que l'Autonomie italienne se soit cassée la gueule ne prouve rien du tout. De temps en temps une sorte de chimie sociale fait entrevoir ce que pourrait être un autre type d'organisation, beaucoup moins moléculaire, beaucoup moins atomique, qui aboutirait à un autre type d'équilibre, loin des modèles antérieurs.

Le « flash Solidarnosc »

S. L. : Cette chimie sociale, on l'a vue également à l'œuvre dans des situations plus ambiguës, comme en Pologne, où la religion est paradoxalement devenue le moteur du changement.

F. G. : En Pologne, on a assisté à un très violent rejet de la société bureaucratique. Les gens se raccrochent à des idéologies religieuses : est-ce qu'il s'agit pour autant d'un phénomène religieux ? Il y a en fait toute une série de forces sociales, d'antagonismes au sein desquels entrent l'Eglise et des bureaucrates de toute nature.

Dans d'autres pays, comme l'Iran ou le Moyen-Orient, les phénomènes s'expriment autrement. Pour apprécier de tels phénomènes, il faut absolument renoncer aux catégories d'opposition droite-gauche, à un certain manichéisme de la lutte de classe. Pour l'instant, il n'y a pas de trait sémantique commun qui permette à ces mouvements de se reconnaître les uns les autres et de s'étayer. Je crois cependant qu'il faudrait avoir l'audace de tracer une « intégrale » de ces différents mouvements subjectifs. Il faudrait disposer d'une théorie rendant compte des modes de sémiotisation collectifs, paradoxaux, qui font apparaître de nouvelles formes d'organisation, des transferts de « technologie sociale », ou des cristallisations idéologiques différentes dans la mesure précisément où les forces vives d'une société sont incapables d'avoir prise sur les ressorts du changement.

S. L. : Pour l'instant il y a donc des molécules, mais pas de révolution. Ou quand il y a révolution, comme en Iran, ce sont de nouveau des « archaïsmes » qui mobilisent le peuple.

F. G. : Solidarnosc, ce n'est pas un archaïsme, c'est une nouvelle forme de lutte. Il n'y a pas beaucoup de pays où, tout d'un coup, on voit surgir dix millions de syndiqués.

S. L. : Le syndicalisme polonais surgit paradoxalement à l'Est au moment même où le mouvement syndicaliste occidental est nettement en perte de vitesse.

F. G. : Ce n'est pas parce que Solidarnosc s'appelle un syndicat qu'il s'agit pour autant d'un syndicat. C'est peut-être une structure tout à fait nouvelle, plus apte à prendre en compte les problèmes les plus quotidiens. Si Solidarnosc avait été du syndicalisme, Walesa aurait pu établir un compromis et éviter la casse qu'il y a eu. Mais c'est un syndicalisme qu'on ne peut pas manipuler. Les gens ne suivent pas. Ce n'est pas pour autant une organisation anarchiste.

S. L. : C'est un syndicalisme qui s'est posé d'emblée sur le plan politique.

F. G. : Sur un plan politique global, mais aussi micropolitique. Solidarnosc s'occupe de ce qui se passe dans la rue, les queues d'alimentation, etc.

S. L. : Et les autres éléments de la situation polonaise, l'aspect autogestionnaire par exemple, est-ce que cela ne rejoint pas certaines intuitions des Italiens ?

F. G. : Je le pense tout à fait. Mais d'un autre côté, cela rejoint la même impuissance inhérente à toutes ces intuitions. Il y a une leçon à tirer des événements, aussi bien en Iran qu'en Italie ou en Pologne, si paradoxalement on essaie de repérer des traits synchroniques à ces trois situations : c'est qu'il n'y aura pas de changement durable, de mutation tant que ce type de lutte ne débordera pas les cadres nationaux.

Ce sera peut-être très difficile et douloureux, mais l'idée que l'espèce de révolution qui s'est faite en Italie aurait pu aboutir à une mutation à l'échelon du pouvoir, cela m'a toujours paru absurde.

S. L. : En somme, le champ d'inscription de ces luttes, il est toujours au-dessus ou en dessous des structures nationales, dans des « colonies » internes, des structures alternatives, ou des cristallisations à l'échelle des continents.

F. G. : Je suis optimiste sur les perspectives de lutte politique et sociale car je trouve qu'il y a une indéniable maturation des crises révolutionnaires, avec beaucoup de promesses d'avenir et de richesses d'expression.

La course aux armements

S. L. : Comment peut-on envisager l'impact de ces expressions révolutionnaires sur les régimes de l'Est et de l'Ouest ? Il est clair que la Russie a sacrifié le développement de la consommation intérieure au profit d'une course aux armements tous azimuts, à la fois classique et nucléaire.

F. G. : En Union soviétique il est possible que la machine militaire soit une sorte de colonne vertébrale qui permettra d'affronter la crise, désormais manifeste. On a vu ce même phénomène en Chine avec la ligne Lin Piao qui représentait la consistance minimum de la société chinoise à l'époque où le maoïsme était en voie d'effondrement total. Il est donc vrai que partout, dans les pays africains, en Amérique latine, le rôle des machines militaires s'est sensiblement accru. Et pourtant je ne pense pas que les structurations des grands Etats développés (capitalisme ou socialisme bureaucratique) soient l'objet d'une mutation qui tendrait à les mettre purement et simplement sous l'égide des machines militaires et que les relations internationales soient par la suite entièrement définies par cet antagonisme.

S. L. : Mais Reagan n'a-t-il pas de son côté démantelé l'édifice de l'Etat « providentiel » tout en renforçant dramatiquement le potentiel militaire américain ?

F. G. : Aux Etats-Unis, une chose me paraît certaine, c'est qu'une conception des relations internationales de type kisingérien, qui envisageait les rapports de force en fonction des situations locales, des contradictions et des « singularités » socio-historiques précises, est effectivement dépassée. C'est comme si une certaine économie diplomatique s'effaçait au

profit d'une conception purement stratégique, avec un certain manichéisme propre à la folie cow-boy de Reagan et de ses successeurs.

Un capitalisme désordre

S. L. : Ce manichéisme, en réalité, arrange tout le monde.

F. G. : Exactement. On pourrait en inférer qu'il y avait bien une symétrie entre les deux blocs et que nous assisterions maintenant à une mutation profonde de la situation internationale. Pourtant je ne le pense pas. Dans la phase présente, ce ne sont pas seulement les mouvements de transformation sociale qui sont dépourvus de représentation politique collective et cohérente, c'est aussi le capitalisme. Le capitalisme international connaît un grand désarroi lui aussi. Il a énormément de mal à faire face aux conséquences de sa crise de restructuration. Autant sur des questions strictement économiques (monétaires, pétrolières, etc.) il arrive assez bien à trouver des solutions, quoique difficiles et hasardeuses, autant sur le plan politique il s'avère pour l'essentiel dépourvu de perspectives. Il n'a pas de politique, en fin de compte, face au développement des pays du tiers-monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine. Les catastrophes humaines, écologiques, etc., qui dévastent des pays entiers ne vont pas vraiment dans le sens et au bénéfice du capitalisme mondial intégré. La crise totale dans laquelle se trouvent les populations, les masses, les classes ouvrières, les paysanneries, les tiers et quart mondes, c'est quelque chose que le capitalisme international n'arrive pas à gérer. Je ne crois donc pas que la phase historique d'antagonisme du capitalisme américain et des Soviétiques ait été autre chose qu'une phase transitoire. J'imagine au contraire qu'il y aura à terme, à plus long terme, la reprise d'une complicité, l'organisation d'une gendarmerie internationale américano-soviétique.

S. L. : Tu penses qu'on va bientôt assister à la négociation d'un nouveau Yalta ?

F. G. : On va aboutir à une nouvelle répartition des zones d'influence conçues de manière à assujettir la planète dans un rapport Nord-Sud et atténuer les antagonismes Est-Ouest. Ce

que je dis paraît peut-être paradoxal, mais le capitalisme américain et la bureaucratie soviétique ont tout intérêt à s'entendre ou à trouver des compromis. C'est d'ailleurs l'intuition de Schmidt et d'un certain courant social-démocrate en Europe.

Des guerres, mais pas LA guerre

S. L. : Tu veux dire que le capitalisme américain et la bureaucratie soviétique s'entendent déjà au sein de leur antagonisme ?

F. G. : Ils s'entendent déjà dans un discours antagoniste. Ils imposent par la terreur l'alignement du Japon, de l'Allemagne. Je ne crois pas du tout à la perspective d'une guerre mondiale. Il va y avoir la guerre, oui, mais quelle guerre ? La guerre qu'on ne cesse pas de connaître depuis trente ans. C'est la même. Quand on pense à ce que sont les guerres au Tchad, ou au Salvador, ou au Guatemala du point de vue des gens qui souffrent, qui sont blessés, torturés, qui meurent de faim – mais qu'est-ce que c'est d'autre que la guerre ? Qu'est-ce qu'on peut craindre de pire ? Alors les guerres comme celles-là il va y en avoir, mais partout. Des guerres segmentaires, des guerres qui sont toujours, finalement, ambiguës parce qu'elles traitent des problèmes locaux tout en contribuant à l'ajustement des gendarmes internationaux. L'exemple du Vietnam est spectaculaire. Cette guerre interminable qui se poursuit quelque part au Cambodge, était au départ une guerre populaire, la guerre de libération du Sud-Vietnam. Mais comme toutes les guerres populaires, elle a connu l'arbitrage des grandes puissances, et c'est la Chine, c'est l'Union soviétique, finalement, qui en ont tiré le bénéfice. Et cela aboutit à cette chose monstrueuse, catastrophique pour les populations, qu'est, par exemple, l'histoire de Pol Pot. Ce sont des guerres qui sont toujours, actuellement, gagnées par les grandes puissances.

Le « flash pacifiste »

S. L. : Contre la multiplication des guerres fragmentaires, la sensibilité collective inconsciente se manifeste dans les mouvements pacifistes.

F. G. : Oui mais, pour moi, les mouvements pacifistes sont à interpréter sur un autre versant, qui sera beaucoup plus celui d'une révolution moléculaire que celui d'un mouvement pacifiste tel qu'il s'est développé pendant cette période magnifique, merveilleuse qui a précédé la guerre de 1914, où les socialistes préconisaient la démoralisation de l'armée, de leur propre armée. Si une idée de ce genre se répandait, ce serait considérable.

S. L. : Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer les effets « positifs » – si l'on peut dire – du péril nucléaire. Pour commencer, ce ne sont pas exclusivement les socialistes, ou même la gauche, qui animent le nouveau mouvement. Et ce n'est pas seulement la peur, la grande peur bourgeoise, qui est convoquée. En Allemagne, le mouvement rassemble déjà des éléments très hétérogènes, politiquement antagonistes même, progressistes, chrétiens, réactionnaires ou Verts. Au-delà des motivations immédiates, qui ne sont pas à négliger, on peut voir là l'ébauche d'une forme d'action politique originale traduisant dans la subjectivité collective l'appel encore flou, mais réel, à un autre type de société. Ce qui est important aussi, c'est que le mouvement pacifiste, comme le mouvement écologiste qu'il chevauche, a la capacité de faire boule de neige et de dépasser rapidement les cadres purement nationaux. Aux Etats-Unis, il a suffi de quelques mois pour que le mouvement antinucléaire prenne dans tout le pays une ampleur considérable. Le sentiment apocalyptique recouvre peut-être une mutation profonde du sentiment politique et des rapports des populations avec la politique « politicienne », surtout à un moment où toutes les perspectives apparaissent bloquées par les manœuvres des grands appareils et la confusion des options idéologiques sur lesquelles nous avons jusqu'à présent compté. Depuis longtemps, du moins, n'avait-on assisté à une telle mobilisation des énergies.

F. G. : Je vois là, de plus, l'amorce d'une idée qui, si elle prenait corps, aurait une puissance incroyable. Si le mouvement se renforçait aux Etats-Unis, là où le complexe militaroscientifique fonctionne à ciel ouvert, où les informations sur l'arme nucléaire circulent plus aisément que partout ailleurs, si une intelligence politique se faisait jour à travers le mou-

vement pacifiste américain, cela pourrait avoir une importance plus grande encore que dans le cadre des mouvements européens. L'important, c'est que les gens arrivent à percevoir, d'une façon ou d'une autre, qu'ils ont des alliés partout, qu'une nouvelle alliance est possible parce que finalement ils ont des ennemis communs.

S. L. : Le mouvement pacifiste est en somme une mosaïque, un collage bariolé qui ne recoupe pas les clivages politiques traditionnels, qui n'obéit pas à la logique des blocs. Cela correspond après tout à ce que tu as dit des révolutions moléculaires, même si les modalités en sont différentes. Cette mosaïque en formation, elle est mouvante, des éléments se forment en un endroit, migrent ailleurs, réapparaissent sous des formes parfois bizarres, ou contradictoires...

F. G. : Faisons un peu de science-fiction, pour te faire plaisir. Les Russes se sont fourrés en Afghanistan dans le même guêpier que les Américains au Vietnam. Imagine qu'il y ait un jour en Russie un immense bordel. Cela changerait totalement le rapport de force. Comment se redessinerait alors la carte des énergies antagonistes ?

